



GRAND DEBAT NATIONAL

Pour sortir de la crise actuelle, le gouvernement appelle un grand débat public.

Les familles doivent y prendre toute leur place. La famille est en effet la structure de base où se construisent l'éducation et la solidarité.

Notre mouvement rassemble près de 40 000 familles : nous sommes une force pour faire émerger des propositions communes.

Association représentant les usagers auprès des pouvoirs publics, agréée Jeunesse et Education populaire, nous développons des services aux familles sur tout le territoire. Les 4 grandes thématiques de ce grand débat nous interpellent directement.

A l'occasion de cette concertation, nous souhaitons réaffirmer les trois grands principes qui redonneront du sens à l'intervention publique :

- l'universalité, qui crée la solidarité
- la confiance, qui assure la pérennité et le respect des institutions
- la participation, base de la démocratie

Tous ces principes sont liés : la confiance ne peut exister sans universalité, la participation et donc la démocratie ne peut exister sans universalité ou confiance.

Mais à l'issue de ce débat, nous attendons surtout des solutions et c'est à l'aune de ces trois principes que nous jugerons alors les mesures gouvernementales.

4 thèmes à débattre

- La fiscalité et les dépenses publiques
- L'organisation de l'Etat et des services publics
- La démocratie et la citoyenneté
- La transition écologique

Organisateurs :

la charte

le kit d'organisation

<https://granddebat.fr/>

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Les finances publiques sont des données d'une immense complexité. Elles font de la prise de décision politique une question d'experts.

Le projet de loi de finances, le projet de loi de financement de la sécurité sociale, sont débattus chaque année dans des délais très courts qui laissent peu de place à la participation.

Tout le monde peut s'accorder sur des objectifs mais peu, même au Parlement, sont capables d'analyser financièrement les décisions prises pour les atteindre.

Qui sait par exemple que les retraites, la santé et l'éducation nationale représentent 55% de la dépense publique ? La famille et la solidarité, elles, pèsent moins de 10%.

Enjeux

L'universalité du système, où chacun contribue en fonction de ses moyens et reçoit en fonction de ses besoins.

Les mécanismes de solidarité :

- entre revenus (redistribution verticale)
- entre générations (redistribution verticale)

Un discours public responsable qui ne se limite pas à dénoncer les dépenses inutiles, les aides, les personnes, mais qui doit remettre la solidarité au coeur de son vocabulaire.

Nos priorités

- Redonner du pouvoir d'achat aux familles :
- - le versement de la prime de naissance au 7^{ème} mois de grossesse
- - la revalorisation du montant de l'indemnisation du congé parental
- - la revalorisation de toutes les prestations à hauteur de l'inflation

• Repenser le système de prélèvement fiscal et social : un impôt ou une taxe, pour être accepté et compris, doit être contributif et familialisé (chacun y participe en fonction de ces moyens et de sa situation). L'impôt sur le revenu, la TVA et la CSG, les plus connus des Français, ne le sont pas suffisamment.

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLICS

Les réformes territoriales et les réformes de modernisation de l'Etat rationalisent la gestion des services publics. Elles négligent bien trop souvent la notion de proximité aux usagers.

Le non-recours aux droits et aux services touche une multitude de domaines : santé, famille, logement, justice... et différents profils d'usagers : jeunes, personnes âgées, publics vulnérables...

Les fermetures de services se font bien trop souvent au profit d'acteurs privés lucratifs et avec un coût supplémentaire pour les usagers.

On sait pourtant que les familles sont attachées à ces services : l'accès aux services publics fait bien souvent l'attractivité d'un territoire (écoles, santé, transports)

Enjeux

L'administration numérique, excellent outil pour les citoyens, ne doit pas remplacer les services publics.

La proximité des services publics ne se limite pas à la géographie, elle englobe l'adaptation de ces services pour inclure tous les citoyens.

La lutte contre la désertification et les zones absolument dépourvues de services.

Nos priorités

• Développer les services publics pour répondre aux besoins de base des familles, en particulier la petite enfance et le logement : pouvoir faire garder ses enfants pendant que l'on travaille, pouvoir se loger, ne sont pas des exigences, ce sont des évidences.

• Soutenir les services publics qui répondent aux enjeux sociétaux de demain, en donnant la priorité à la jeunesse (les services de la petite enfance et de la protection de l'enfance) et à l'écologie (les transports publics).

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

La crise actuelle et la mobilisation qu'elle génère révèle une crise de confiance dans les pouvoirs publics mais certainement pas un manque d'intérêt pour la chose publique.

Elections après élections, les démocraties occidentales constatent une baisse de la participation, en particulier chez les jeunes générations.

Mais la démocratie ne se réduit pas aux élections : en France la vitalité de la vie associative prouve bien que l'intérêt général a encore du sens pour la population.

L'objectif démocratique de participation à la décision publique n'est pas négociable. Mais la participation et le consensus prennent du temps, ce que les pouvoirs publics négligent trop souvent dans le train rapide des réformes.

Enjeux

Les jeunes, qui doivent se sentir représentés et avoir envie d'investir nos institutions.

Le vivre-ensemble ne doit pas être un slogan sans sens : il signifie rassembler, respecter, diversifier.

Une consultation des citoyens efficace qui doit multiplier les canaux pour s'adresser à tous : participation directe, représentations institutionnelles ou organisations de la société civile.

Nos priorités

- Renforcer le soutien à la vie associative, tout particulièrement aux programmes loisirs et vacances pour les enfants et les jeunes : centres de loisirs, centres de vacances, colonies, séjours, etc. Peu de jeunes y ont accès, pourtant ces temps collectifs sont primordiaux pour favoriser la mobilité, la mixité et le vivre-ensemble.

- Développer les programmes d'autonomisation et d'utilité sociale pour les jeunes. Il ne faut pas se contenter de généraliser le service civique ou du futur service universel (des programmes nationaux qui demandent des moyens et de longues échéances), il faut également soutenir les collectivités, qui ont des initiatives (systèmes d'aide au permis de conduire ou au Bafa, contre un futur travail dans la commune ou un service à la communauté).

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

La question
écologique ne se
réduit pas aux
objectifs de demain,
elle a un impact
quotidien sur la vie
des familles : coûts
énergétiques, coûts
des transports,
santé...

la forte consommation de nos
sociétés épuisent nos ressources.
Raisonner nos comportements est
une obligation pour tous.

Le constat écologique est mauvais
(réchauffement climatique, dangers
sur la biodiversité, ressources en
eau...) et doit nous alerter sur
l'urgence de prendre des mesures.

L'écologie ne doit pas être un
privilège : alimentation, énergie,
transports ... de qualité et
respectueux de l'environnement
doivent être accessibles à tous.

Enjeux

La nécessité d'un pacte de confiance
intergénérationnel pour une gestion
raisonnée des richesses et une
distribution équilibrée des
ressources.

Le développement d'espaces verts
dans les villes (parcs publics, jardins
partagés...) est une nécessité pour
l'écologie, le vivre-ensemble et la
santé.

La valorisation de l'économie
circulaire pour une meilleure gestion
de la consommation et des déchets,
et pour le pouvoir d'achat.

Nos priorités

• Donner la priorité au logement
social : la rénovation énergétique
participera de la réhabilitation des
batiments pour faire des économies
d'énergie et baisser les charges des
locataires qui souffrent le plus des
coûts de l'énergie.

• Donner la priorité à l'alimentation en
circuit court : au niveau européen,
renforcer les aides pour ces filières,
fixer des objectifs précis pour
l'alimentation dans les cantines
scolaires...
